



Les salles historiques sont les plus anciennes du Musée. Leur maintien en l'état dans le cadre de la rénovation du site pose question. © BELGA

Un recours en annulation contre le War Heritage Institute

Un conservateur du Musée de l'Armée a initié une procédure contre le War Heritage Institute. En cause: les dissensions sur l'avenir des salles historiques du site du Cinquantenaire.

OLIVIER GOSSET

Le retour, il y a quelques semaines, des deux obusiers à l'entrée du Musée royal de l'Armée (MRA) à Bruxelles n'a en rien apaisé les esprits: le feu couve toujours sur le site du Cinquantenaire, où les protagonistes s'affrontent à coups de recours juridiques. L'enjeu? L'avenir des salles dites «historique» et «technique», ces galeries courbes de la partie nord du palais, bien connues de visiteurs du MRA. Deux des plus anciens espaces de ce haut-lieu de la mémoire historique belge, qui doit subir une refonte majeure après des années d'erreurs et de laisser-aller.

En désaccord profond avec sa direction, un conservateur du musée, Paul Dubrunfaut, a introduit en novembre dernier un recours en annulation devant la cour constitutionnelle pour contester la validité de la création, l'année dernière, du War Heritage Institute (WHI), le nouvel organisme qui chapeaute le MRA et ses différents sites. La motivation of-

ficielle de cette initiative: les procédures de consultation des entités fédérées n'auraient pas été respectées à la lettre lors de la création du WHI.

Mais la véritable explication de ce recours est plus complexe. Elle est la conséquence du dépôt, quelques semaines plus tôt, d'un autre recours, devant le Conseil d'Etat celui-là, par la direction (provisoire) du WHI et le cabinet de la Défense, contre la procédure de classement du décor scénographique des salles historique et technique par le gouvernement bruxellois.

Une mauvaise idée

Michel Jaupart, le directeur (ai) du WHI, a en effet peu apprécié ce qu'il considère à la fois comme une mauvaise idée, mais aussi comme un empiètement de la Région bruxelloise sur l'autonomie de gestion du WHI dans sa fonction de service public dépendant du Fédéral.

Selon lui, la muséographie de ces deux salles, dont la présentation a été modifiée à plusieurs reprises depuis leur création en 1923, est «surannée et antipédagogique». Elles ne sont plus adaptées de surcroît à la conservation des collections anciennes qui s'y trouvent, qui retracent l'histoire de l'armée belge entre 1830 et 1914, ainsi que l'évolution de son arme-

ment durant cette période. Les deux salles sont dépourvues de dispositifs d'air conditionné. Et les vieux uniformes ainsi que les drapeaux sont exposés, à travers la verrière, aux rayons du soleil.

Une analyse que ne partage pas Paul Dubrunfaut, responsable des collections d'armes de petits calibres au musée. «J'ai pris ce recours de la direction comme un coup de poignard dans le dos, s'indigne-t-il. Cela fait des années que l'on se bat pour que ces deux salles soient protégées. Des touristes chinois, japonais, russes, viennent pour les voir car ils ne trouvent plus cela chez eux. Bien sûr qu'il faut rénover profondément le musée. Mais on ne doit pas toucher à ce sanctuaire, qui est un patrimoine unique en Belgique et en Europe.»

Le directeur du WHI dit comprendre jusqu'à un certain point cet attachement. Mais à ses yeux, il ne peut servir de prétexte à l'immobilisme, surtout pour ce qui concerne la salle technique, dont l'aménagement actuel date des années... 1990. Pour Michel Jaupart, elle doit être réaménagée et déplacée. «Nous voulons donner au pays une très belle vitrine, conclut-il. Nous travaillons à un grand projet de redéploiement du musée, avec une présentation des objets de manière didactique et pédagogique.»

«Cela fait des années que l'on se bat pour que ces deux salles soient protégées.»

PAUL DUBRUNFAUT
CONSERVATEUR AU MUSÉE

L'ECHO 12/01/18

